

François Reynaert

HISTORAMA

Quand l'Histoire explique l'actualité

Tallandier

Cet ouvrage réunit 40 chroniques « Passé-Présent »
publiées dans *L'Obs* du 22 septembre 2016
au 23 juillet 2017.

© Éditions Tallandier, 2017
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-2954-5

Introduction

Comme tous les passionnés d'histoire, j'ai la manie de la chercher partout. Qu'on annonce un renversement dans les alliances politiques qui structurent notre vie démocratique ou une crise diplomatique affectant l'Iran, mon premier réflexe ne sera pas de considérer le fait en soi, ni même d'anticiper ses conséquences, mais de remonter l'histoire de nos Républiques ou de grimper à l'envers ce que je sais de l'histoire perse pour trouver dans le passé la clé qui me permette d'appréhender le présent. En psychologie clinique, cela s'appelle une « névrose ». Un sort heureux a fait que j'ai pu en faire mon métier. À l'hebdomadaire *L'Obs*, où je travaille, je tiens une chronique intitulée « Passé-Présent » qui consiste, chaque semaine, à éclairer un fait d'aujourd'hui à la lueur d'hier. Comme mes camarades du journal font leur métier de journaliste en allant enquêter sur le terrain, en analysant, en éditorialisant, en interviewant, je fais le mien en plongeant dans les archives. Je suis, en quelque sorte, un reporter

à remonter le temps. Semaine après semaine, pour mon bonheur, je passe la plus grande partie de mon temps à aller fureter dans le passé, à plonger dans les archives, à lire les meilleurs spécialistes de l'époque et du domaine concerné pour y trouver les échos, les concordances, les racines du monde actuel, sur les sujets les plus divers, politiques, culturels, sociaux, ou traitant de vie quotidienne, l'histoire est un champ infini. Le livre que vous avez entre les mains propose une sélection de ces allers et retours.

Il me semble que, dans le monde qui est le nôtre, cette façon de procéder présente quelques avantages.

Le premier est, évidemment, de faire œuvre pédagogique. Les spécialistes des sujets traités trouveront sans doute le travail présenté réducteur : comment résumer en deux ou trois pages un thème complexe que leurs années de travail et les bibliothèques entières qu'ils ont consultées n'ont pu épuiser ? Qu'ils se rassurent. Les textes qui suivent n'ont aucune vocation à rivaliser avec leurs ouvrages. Ils ne se veulent rien d'autre qu'une initiation à la connaissance historique sur le domaine traité. Il s'agit de donner au grand public quelques bases. Sur tant de sujets, cela peut être fort utile. Qui, spontanément, connaît l'histoire du Qatar, ce petit émirat de la péninsule arabique dont le nom revient pourtant si souvent dans les journaux ? On le verra, le détour par le passé de ce micro-État permet pourtant de comprendre l'origine des tensions récurrentes qui l'opposent à son puissant ennemi et voisin saoudien, et celles-ci donnent des pistes pour comprendre la crise majeure qui, dans notre premier quart du XXI^e siècle, secoue le Moyen-Orient.

INTRODUCTION

J'aurai pu prendre l'exemple de l'Autriche. Pour le coup, grâce à l'école, aux romans, au cinéma, les réminiscences de son glorieux passé abondent dans toutes les têtes : les incessantes rivalités des Habsbourg de l'Ancien Régime avec nos rois de France ; Sissi impératrice et les bals de Vienne ; ce nom étrange et mythique de « double monarchie austro-hongroise » ou celui, terrible et fatal d'Anschluss, l'annexion par Hitler de sa terre natale. Chacun est-il bien sûr de savoir remettre tout cela dans son contexte historique, et de pouvoir dérouler l'enchaînement des faits qui explique comment cette grande puissance du Vieux Continent est devenue la petite République aujourd'hui ? Les deux ou trois pages qui suivent sur ce sujet donneront au moins les bases pour le faire.

Même les thématiques qui nous semblent les plus familières méritent qu'on s'y penche avec les lunettes de l'historien. On croit tout savoir de l'élection présidentielle au suffrage universel, cette grand-messe à date fixe qui, comme on l'a vu encore au premier semestre de 2017, n'a pas son pareil pour enflammer notre pays. Mais sa genèse ? Demandez autour de vous de quand date ce barnum. L'immense majorité, se souvenant des présidents potiches inaugurateurs de chrysanthèmes que la France connut avant 1958, fera remonter l'exercice aux débuts de la V^e République. Fausse réponse ! Il y a plus d'un siècle et demi, maintenant que, pour la première fois, l'ensemble du peuple français – ou plus exactement sa moitié masculine, comme c'était encore la règle – fut appelé à désigner

le chef de l'État. Et l'issue de ce scrutin fut si particulière que son souvenir pesa longtemps sur cette institution.

Jeter ainsi des ponts entre aujourd'hui et hier est un exercice qui n'est pas sans chausse-trappe, ce qui le rend passionnant. Le piège le plus évident auquel est confronté celui qui s'y risque consiste à ne voir dans le présent qu'une éternelle répétition du passé. C'est la vieille chanson du « rien de nouveau sous le soleil ». Il faut y prendre garde, car elle est toujours fautive. Même si les apparences font croire que tel événement politique, telle guerre ressemblent à s'y méprendre à un autre événement, un autre conflit, qui s'est passé il y a quelques décennies ou quelques siècles, il faut n'en rien croire car, par définition, le contexte n'est plus le même. Rien n'est jamais nouveau sous les astres, puisque le monde ne cesse de changer. Garder en tête cette loi d'évidence évite de graves erreurs de jugement. Voyez à quoi, dans les médias, est le plus souvent résumé le regain de tensions auquel on assiste depuis des années entre la Russie et les États-Unis : c'est le « retour de la guerre froide », c'est-à-dire le retour d'un temps (1947-1991) où les deux supergrands se partageaient le monde. De mon point de vue, cette formule est fautive et elle ne sert qu'un camp, celui des Russes, elle pose le pays de M. Poutine comme équivalent à l'URSS du temps de sa splendeur. C'est là le rêve de l'autocrate au pouvoir à Moscou, c'est ce qu'il essaie de faire croire à sa population. Est-ce pour autant la vérité ?

On dira que l'homme fort de Moscou, en berçant son peuple du mirage nationaliste, en lui vendant le mythe

INTRODUCTION

d'un retour à une grandeur passée, ne fait que céder à un mal très répandu dans notre monde.

Après le « rien de nouveau », le « rien ne va plus » puisque « tout fout le camp » est en effet l'autre grande névrose de notre époque. Le peuple français n'y échappe pas.

Nul besoin d'insister sur cette nostalgie malade qui le ronge. Le déclinisme pathologique de notre début de siècle a déjà suscité d'innombrables commentaires. En historien, on pourrait toujours faire remarquer que ce penchant n'est pas neuf. Tout au moins sur le plan politique, la hantise du présent remonte très précisément à 1789. Jetant à bas toutes les institutions, les pratiques, l'ordre social qui préexistaient et, désireuse d'accoucher d'un monde nouveau, la Révolution française crée aussitôt, mécaniquement, un camp d'opposants qui n'ont de cesse de vouloir revenir à l'ancien : ce sont les « réactionnaires », ceux qui, par « réaction », s'opposent aux changements en cours et veulent revenir au passé. Seulement, tout au long du XIX^e et de la majeure partie du XX^e siècle, ils trouvent constamment face à eux le camp des « progressistes », les révolutionnaires bien sûr, puis les républicains, et plus tard les socialistes qui, eux, ne jurent que par l'avenir, par l'horizon radieux d'une société plus juste, plus égale, plus démocratique. Après des décennies de crise et la faillite des grandes idéologies qui portaient cette vision, le premier camp semble avoir vaincu l'autre par K.-O. Écoutez la chanson qui domine, chez les intellectuels médiatiques ou parmi vos voisins de zinc, au café du commerce, c'est celle du lamento pas-

HISTORAMA

séiste, du « de mon temps... », de l'appel à une époque révolue et regrettée où, c'est bien connu, la France marchait droit, les conflits sociaux n'existaient pas, les élèves étaient parfaits et les hommes politiques d'une probité de vieux Romains. Le citoyen peut se désespérer de cet état d'esprit délétère et paralysant. Le chroniqueur d'histoire peut s'en réjouir, car, comme on aura l'occasion de le voir à maintes reprises, il y trouvera de quoi faire son miel.

Le champ des possibles, je l'ai dit, est un champ infini. Comme vous le verrez, j'essaie, semaine après semaine, de planter la plume dans chacun de ses lopins, un peu d'histoire culturelle ici, un peu d'histoire sociale là, et même, à l'occasion, de l'histoire médicale ou scientifique. Cela peut donner au livre un aspect décousu. Peut-être est-ce aussi ce qui fera son charme. Tous les sujets traités ne sont évidemment pas à mettre sur le même plan. À quelques pages d'écart, on trouvera un chapitre sur les bombardements qui écrasèrent Alep, à l'automne 2016, et un autre sur l'histoire des embouteillages à Paris et, plus loin, un topo sur les risques de guerre que la Corée du Nord fait courir au monde, bientôt suivi d'une brève histoire de la tomate. Même si, comme on l'apprendra, les embouteillages ont pu aboutir à des drames historiques, et la tomate, pour son malheur, a longtemps été considérée comme un poison violent, il serait indécent de comparer tous ces sujets en termes de gravité. J'espère que le lecteur trouvera de l'intérêt à tous et que tous lui donneront l'occasion de lui remettre en mémoire des choses qu'il avait oubliées, ou d'en apprendre qu'il ignorait. À mon goût, il n'est pas de plus doux plaisir.

Un siècle de passions laïques

22 septembre 2016

Comme souvent, la question de la place de l'islam dans la République agite les passions. Nombreux ceux qui, dans les débats, s'appuient sur une comparaison historique : pourquoi ne pas faire avec les musulmans ce que les pères fondateurs de la III^e République, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, ont fait avec les catholiques ? Précisément. Connaît-on vraiment la façon dont s'est déroulé cet épisode ?

De débats sur le voile en « burkinades » endiablées, tout le monde l'a compris : sur la question de la place de l'islam en France, deux camps s'affrontent, celui de la laïcité de combat – fermeté et interdiction – et celui de la laïcité ouverte – apaisement et conciliation. Lors de ces discussions, chacun l'aura remarqué aussi, il y a toujours un moment où un intervenant se lance dans la comparaison historique : pourquoi ne ferait-on pas avec

les musulmans ce qu'on a fait il y a cent ans avec les catholiques ? C'est une bonne question. Encore faut-il savoir de quoi l'on parle : qu'a-t-on vraiment fait avec les catholiques ? Et auquel des deux camps d'aujourd'hui cette histoire semble-t-elle donner raison ?

C'est indéniable, le face-à-face entre l'Église et la modernité démocratique a longtemps été un bras de fer sans merci. Il a même d'abord été sanglant. Une grande partie de l'histoire tumultueuse de la Révolution française tient à l'âpreté de la question religieuse. Enclenchée dès 1790, quand le nouveau régime impose à tous les prêtres de prêter serment à une « Constitution civile du clergé », elle tourne à la guerre ouverte, en 1793-1794, entre les Jacobins au pouvoir, qui rêvent de déchristianisation, et les Vendéens et autres Blancs qui se montrent prêts à mourir pour Dieu et leur roi.

Désireux de pacification, Bonaparte, en 1801, signe avec le pape le fameux Concordat. Il présente certaines avancées. Le catholicisme, seule religion autorisée sous l'Ancien Régime, doit désormais faire une place aux juifs et aux protestants, dont les cultes sont reconnus. Dans les faits, le clergé retrouve dans la société une place écrasante – les crucifix sont partout, on prie même à l'ouverture des sessions parlementaires et l'enseignement est entièrement aux mains des prêtres.

L'Église du XIX^e siècle, réactionnaire, monarchiste et opposée à la démocratie et aux droits de l'homme, entend bien se servir de cette influence pour contrer toute évolution. C'est cette emprise religieuse sur le politique

que l'on nomme le « cléricisme » et c'est lui que les républicains entendent combattre lors de leur arrivée au pouvoir à la fin des années 1870. Ils décident de procéder secteur par secteur. Comme la Révolution française avait retiré l'état civil aux curés pour le confier à des agents de l'État, ils organisent la laïcisation des cimetières, des hôpitaux et surtout – élément clé – de l'école. Cela ne se fait pas sans heurt. Pour préparer le terrain aux célèbres lois Jules Ferry (1881-1882) qui créent une école primaire « obligatoire, gratuite et laïque », le gouvernement, en 1880, opte pour une politique à poigne : les jésuites, qui dominaient l'enseignement, sont carrément expulsés de France.

Au début du xx^e siècle, l'affaire rebondit avec la célèbre loi de 1901 sur les associations. Très libérale dans son principe, elle est d'une grande dureté pour une catégorie particulière : les congrégations religieuses. Celles-ci sont soumises à des demandes d'autorisation si drastiques que la plupart des religieux préfèrent, à leur tour, quitter le pays. Une fois de plus, les catholiques crient à la « persécution » et la majorité radicale au pouvoir se décide à en venir enfin au règlement général de la question. Comment ? C'est là où la balance ne pèse plus vraiment du côté des intransigeants, mais plutôt de celui des conciliants. Alors que, parmi les radicaux au pouvoir, certains, comme Combes, cachent mal leur rêve d'en finir une fois pour toutes avec la religion en général, la préparation du texte qui doit parfaire la laïcisation de la République incombe finalement à Briand,

homme de paix. Sa loi de 1905 est un texte modéré. Elle prévoit que l'État se sépare des Églises, ce qui est aussi une manière de leur rendre leur liberté. Elle prévoit aussi – ce qui n'était pas si évident – que l'ensemble des bâtiments religieux construits jusqu'alors (églises, temples, synagogues) soit mis à la disposition des fidèles, dès lors qu'ils se constituent en associations. Pour le pape, le très réactionnaire Pie X, cette tambouille relève de Satan. Il condamne la loi française et interdit aux catholiques d'y participer de quelque façon que ce soit. La République, face à cette hystérie, reste calme, et résiste aux provocations. Pour évaluer le patrimoine existant, la loi prévoit que des agents du fisc se rendent dans tous les lieux de culte pour faire l'inventaire des biens qui s'y trouvent. Des fonctionnaires profanant les tabernacles ! Les catholiques, chauffés à blanc, se massent devant les saints lieux pour empêcher les agents d'y pénétrer et obliger la troupe à intervenir. Dans divers endroits, la « querelle des inventaires » tourne mal. Le président du Conseil est alors Clemenceau. Contrairement à l'idée qu'on peut se faire de lui, il ne choisit nullement l'affrontement, mais la paix. Il fait stopper les inventaires au nom d'un sage principe : « Compter ou ne pas compter un chandelier dans une église ne vaut pas une vie humaine. »

UN SIÈCLE DE PASSIONS LAÏQUES

EN CINQ DATES

1793-1794

Apogée de la politique de déchristianisation de la Révolution française.

1801

Bonaparte signe avec le pape le Concordat. Le catholicisme est « la religion de la majorité des Français ». Plus tard, le judaïsme et le protestantisme deviennent des cultes reconnus.

1881-1882

Les lois Ferry créent l'école gratuite, laïque et obligatoire.

1905

Loi de séparation des Églises et de l'État. L'article 2 prévoit que la « République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte ».

2004

Loi interdisant le port de signes religieux à l'école.

Le roman national à travers les âges

29 septembre 2016

Vercingétorix, Clovis, Jeanne d'Arc... Durant la bataille pour la présidentielle, les politiques de droite n'ont eu de cesse de ressusciter une mythologie historique du XIX^e siècle. On peut, à ce propos, s'interroger sur l'incapacité de la France à se forger une identité digne du XXI^e siècle.

M. de Villiers, en rachetant au printemps 2016 un anneau censé lui avoir appartenu, avait préempté Jeanne d'Arc. M. Fillon, dans un discours à Sablé-sur-Sarthe (28 août 2016), s'est rabattu sur Clovis et son baptême qui, selon lui, marque les débuts de « quinze siècles d'histoire de France ». Et ce côté petit joueur a permis à M. Sarkozy de lui renvoyer cinq cents ans dans la figure en exhumant « les Gaulois », nos ancêtres bien connus. On ignore si NKM va se rabattre sur Jeanne Hachette, parce que, comme à la primaire, il faut bien une femme,

mais on l'aura compris. Faute d'avoir la queue d'une idée pour envisager l'avenir, les leaders de la droite misent sur le passé : il ne faut pas oublier « notre histoire ». Bien sûr, il faut s'intéresser à l'histoire. Mais à quelle histoire ? Toute la question est là, et de toute évidence, nos amis néo-identitaires ne se la posent même pas. C'est le drame de la droite, atteinte de cette maladie qu'on pourrait appeler le fixisme. De même que le lecteur du *Figaro magazine* est persuadé que l'homme a été créé avec un pantalon de velours et la femme avec un serre-tête grenat, les candidats Les Républicains ne doutent pas un instant qu'il existe une histoire de France « de toujours », avec ses intangibles héros, ses bons rois et ses frontières sorties du fond des âges. S'ils lisaient de vrais historiens plutôt que les numéros spéciaux de *Valeurs actuelles*, ils sauraient au contraire que rien n'est plus fluctuant que le passé : chaque période fabrique le sien. La façon la plus simple de le comprendre est d'interroger le fameux incipit exhumé par M. Sarkozy. « Nos ancêtres » sont donc « les Gaulois » ?

Certes. Mais depuis combien de temps ? Louis XIV, par exemple, croyait-il descendre de ces moustachus en braies ? Certainement pas. Il est même tout à fait probable qu'il n'en ait jamais entendu parler. La seule filiation qui comptait, du temps des rois, était celle qui faisait remonter à Clovis, car cela avait l'avantage politique d'associer la dynastie au fameux baptême de Reims et, par conséquent, de lui donner un peu de l'autorité divine reçue ce jour-là. La Révolution française renverse le sys-